Sujet: Istance d'échelonnement pour sanctions derivantes de violation au Code de la Route – art. 202-bis du D.Lgs. 30 avril 1992, m. 285 (Code de la Route)

Je soussigné	né à		le//
(Code Fiscal	) et résidant à		Prov
Rue/Place		n°	telephone
e-mail	@		

## CONSCIENT

- a) Que l'instance doit étre **presentée entre 30 jours** de la date de constatation ou de notification de la violation
- b) Que l'échelonnement peut être accordé seulement **pour chaque procés-verbal** avec lequel a été contesté une ou plusieurs violationpour un montant **supérieur a 200 euro**
- c) Que l'échelonnement peut être accordé **seulement au profits des sujets tenues au paiement** de la sanction administrative qui se trouvent **en mauvaises conditions economiques**, conformément à l'art. 202 bis paragraphe 2 du Code de la Route.
- d) Que, sur la base des conditions économique du requérant et de l'importance de a somme à payer, l'échelonnement peut être dèterminé jusqu'à un maximum de douze écheances si le montant ne dépasse pas 2.000 euro, jusqu'à un maximum de vingt-quatre écheances si le montant ne dépasse pas 5.000 euro, jusqu'à un maximum de soixante écheances si le montant dépasse pas 5.000 euro
- e) Que le montant de chaque écheances ne peut être inférieur à 100 euro
- f) Que sur les sommes pour lequelles l'échelonnment est accordé seront appliqués les intéréts au taux prévu par l'art. 21 paragraphe 1 du décret du Président de la République 29 septembre 1973 n. 602 et successive modification, égale au 6% annuel.
- g) Que la seule présentation de l'instance d'échelonnement implique la renonciation de profiter de la possibilité de présenter recours au Prefet (art. 203 Code de la Route) ou bien le recours au Juge de Paix 8 (ar. 204 bis Code de la Route)
- h) Que **entre quatrevingt dix jours** de la présentation de l'instance, la disposition d'acceptation ou de rejet doit étre adoptée. Passé ce terme, l'instance doit étre retenue rejetée.
- i) Que dans le cas d'acceptation de l'instance, le non-paiement de la première échéance ou , successivement, de deux échéances, détermine automatiquement la décadence du bénéfice de l'échelonnement et par conséquent, conformément à l'art. 203 paragraphe 3 du Code de la Route, le procés-verbal devient automatiquement executoire pour un somme égale à la moitié de la peine maximale prevue par la loi pour chaque violation, somme qui serat déduite de toute somme déjà payée en versements échelonnés.
- j) Que dans le cas de rejet de l'instance, le paiement de la sanction administrative pécuniaire doit étre éffectué entre trente jours de la notification de la disposition de rejet ou bien de l'expiration de la periode visée au paragraphe h).

## DECLARE

Conformément à l'art. 46, paragraphe 1, lettre o) du D.P.R. 28 decembre 2000 n. 445, conscient des consequences administratives et pénales pour fausses déclarations, conformèment aux artt. 75 et 76 de la norme citée, d'être en mauvaises conditions éeconomiques indiquées au paragraphe 2 de l'art. 202-bis du Code de la Route (revenue imposable pour l'impot sur les revenues des personnes physiques résultant de la dernière déclaration, n'excedent pas € 10.628,16. Si la personne interessée vit un conjoint ou d'autres familiaux, le revenue est la somme des revenues gagnés dans la meme periode par chaque membre de la famille, y compris le requerant, et les limites de revenue énoncé dans la periode précedente sont élevés de euro 1.032,91 pour chaqun des familiaux convivent) étant donné que

4	elles j'indiques ci-dessous le						
a)		né à		le_	/	_/	(Code
	Fiscal	) et résidant à_			Prov	·	
	Rue/Place		n°	REVENUE ANNUEL€	;		
b)		né à		le_	/_	_/	(Code
	Fiscal	) et résidant à_			Prov	·	
	Rue/Place		n°	REVENUE ANNUEL €	: 		
c)		né à		le_	/_	_/	(Code
	Fiscal	) et résidant à			Prov	·	
	Rue/Place		n°	REVENUE ANNUEL€			
<b>.</b>	\\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\		MANDE		1	,	, , ,
verbal 1) 2)	nèment à l'art. 202-bis du C ci-dessous indiqué/s pour le Procés-verbal N. Procés-verbal N. Procés-verbal N.	ode de la Route, l'éche equels je suis tenu au pa du du	elonnemer aiement: ///	montant € montant €	,	_	/x procés-
verbal 1) 2) 3)	ci-dessous indiqué/s pour le Procés-verbal N. Procés-verbal N.	ode de la Route, l'éche equels je suis tenu au pa du du JO tité	elonnemer aiement: ///	montant € montant €	,	_	/x procés-

## Informations sul le traitement des données personnelles (art. 13 du D.Lgs 196/2003)

Conformément à l'art. 13 du D.Lgs 196/2003 il convient de noter que les données que vous fournissez avec la préesente instance seront utilisées exclusivement pour l'évaluation de l'octroi de l'échelonnement comme prevu par l'art. 202-bis du D.Lgs. 30 avril 1992 n. 285 (Code de la Route), comme vous l'avez demandé.

Le traitement des données serat effectué manuellment ou à l'aide de systems informatiques.

La mise à disposition des données indiquées est nécessaire pour permettre l'évaluation de l'instance, selon les exigences de l'art. 202-bis; dans le cas ou les informations demandées en conformité avec les réglements cités seraient incomplètes, l'administration n'est pas tenue de suivre la procédure. Les données seront communiquées à la personne en charge de la gestion informatique des procédure d'execution des sanctions. A tout moment vous pouvez excercer vos droits envers le Titulaire du traitement au sense de l'article 7 du D. Lgs. 196/2003. Titulaire du traitement des données est Comune di Pisticci - Responsable du traitement des données est Responsabile del Procedimento informatico, Agente Lopatriello Giuseppe.

Avec la signature de l'instance vous donnez votre consentement au traitement des données conforméments aux buts et les modalités décrites ci-dessus.

Indiquer comment envoyer la demande:

- · par lettre recommandèe A.R.
- · par PEC à l'addresse: ufficioverbalicds@comunepisticci.it